Insee Conjoncture
Provence-Alpes-Côte d'Azur
N° 7
Octobre 2015

Des signaux encourageants

Au 2nd trimestre 2015, la croissance des économies avancées est restée solide : l'activité a fortement accéléré dans les pays anglo-saxons et dans la zone euro, où seule la croissance française marque le pas par rapport au début d'année dynamique. Les économies émergentes, notamment la Chine, ainsi que le Japon ont continué de tourner au ralenti, faisant de nouveau reculer le commerce mondial.

En France, l'activité a calé au 2e trimestre. La production manufacturière a décroché, en raison du repli de la production des produits raffinés et des matériels de transport. La consommation des ménages a subi le contrecoup d'un 1er trimestre très favorable. Enfin, le commerce extérieur a bénéficié de la forte progression des exportations aéronautiques et navales. Sur le marché du travail, l'emploi salarié marchand a rebondi et le taux de chômage s'est stabilisé à 10,3 %.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'emploi salarié marchand est reparti à la hausse dans tous les secteurs d'activité et l'intérim, hormis celui de la construction. Le taux de chômage régional enregistre, pour le deuxième trimestre consécutif, une légère baisse pour s'établir à 11,5%.

Vincent Delage, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur

Rédaction achevée le 9 octobre 2015

L'emploi salarié rebondit

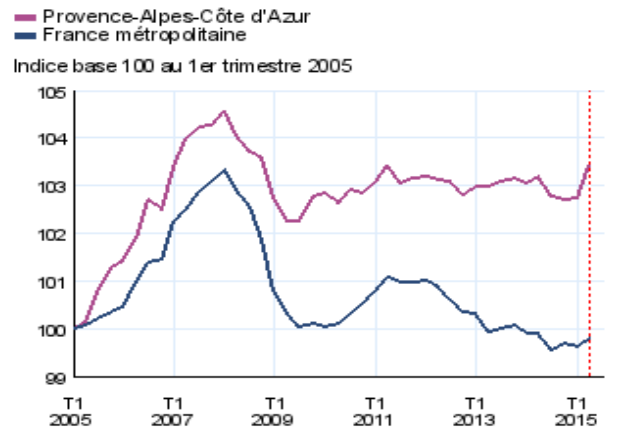
Après deux trimestres de stabilité, l'emploi salarié dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs a rebondi en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 2e trimestre 2015 (+ 0,7 %) *(figure 1)*. Fin juin 2015, la région comptait 1 109 800 salariés dans les secteurs concurrentiels, soit 7 500 de plus qu'en mars dernier.

Cette hausse significative est principalement portée par le tertiaire marchand *(figure 2)*. En très forte croissance (+ 11,2 %), l'emploi intérimaire est à lui seul à l'origine de presque la moitié des emplois supplémentaires du trimestre (soit 3 600 emplois). Avec 35 400 salariés, l'emploi intérimaire est ainsi revenu à un niveau qui n'avait plus été atteint depuis deux ans *(figure 3)*.

Dans le commerce, après une fin d'année 2014 en berne, les effectifs ont fortement augmenté au 2e trimestre 2015 (+ 0,8 %, soit + 1 900 emplois), confirmant le mouvement de reprise amorcé en début d'année.

Dans les services marchands hors intérim, les effectifs ont continué de progresser (+ 0,5 % après + 0,4 % au trimestre précédent). Mais cette hausse n'a pas concerné tous les sous-secteurs d'activité. Comme au trimestre précédent, c'est dans l'« hébergement-restauration » que la croissance a été la plus marquée (+ 1,3 %, soit 1 370 emplois, après + 1,1 % au 1er trimestre). Après une légère hausse au 1er trimestre (+ 0,2 %), l'emploi salarié a également rebondi dans les « transports et entreposage » (+ 0,8 %, soit 800 emplois supplémentaires). Les sous-secteurs de « l'informatique et communication » et des « services aux entreprises » ont gagné 500 emplois (soit respectivement + 1,3 % et + 0,3 %) et confirmé les hausses enregistrées au trimestre précédent. Dans les « activités financières et assurance », l'emploi a augmenté moins fortement qu'au 1er trimestre (+ 0,3 % après + 0,8 %). À l'inverse, les effectifs des « activités immobilières » ont baissé de 0,6 %, soit 130 emplois en moins, après un an de stabilité ; ceux des « autres services ont diminué de 0,7 %, soit 500 emplois de moins.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

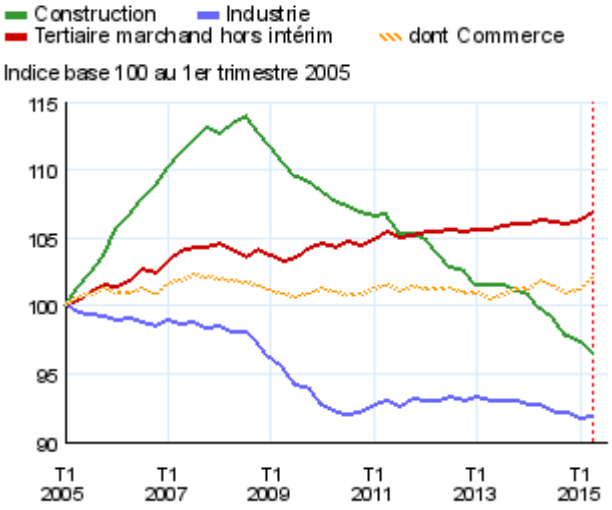


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emploi

Dans le secteur de la construction, le marché du travail ne laisse apparaître aucun signe d'amélioration. Ainsi, la baisse du nombre de salariés s'est encore accentuée (– 0,9 %, soit 900 emplois en moins) et le secteur compte désormais moins de 100 000 salariés. C'est le niveau le plus bas atteint depuis fin 2003.

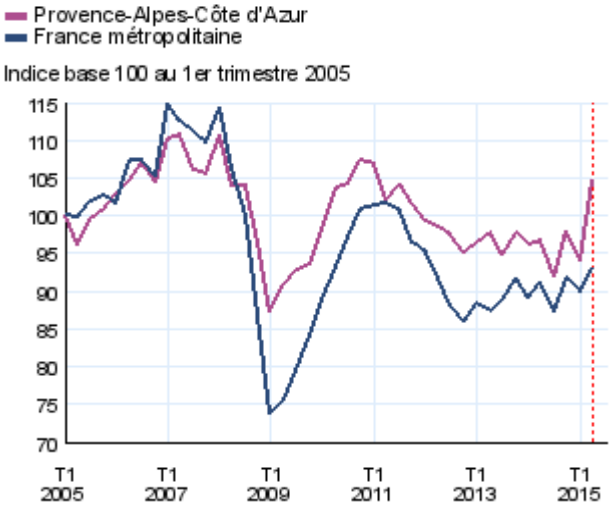
Après une baisse constante depuis deux ans, les effectifs dans l'industrie ont timidement augmenté ce trimestre (+ 0,1 %, soit 150 emplois supplémentaires). Après un recul au trimestre dernier, l'emploi du sous-secteur des « industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, raffinage » est reparti à la hausse (+ 1,0 % après – 0,5 %, soit 300 emplois de plus). Après des baisses successives depuis un an et demi, le sous-secteur de la « fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatique ; fabrication de machines »est également mieux orienté (+ 0,4 %, soit 75 emplois supplémentaires). Dans la « fabrication de matériels de transports », le nombre d'emplois salariés a légèrement augmenté ce trimestre (+ 0,2 % après + 0,1 %). Enfin, le sous-secteur de l'agroalimentaire a poursuivi sa légère progression (+ 0,1 %, soit 20 emplois de plus). En revanche, la baisse se poursuit ce trimestre dans la « fabrication d'autres produits industriels » (– 0,4 %, soit 270 emplois en moins).

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Paca



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emploi

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.
Source : Insee, estimations d'emploi

En France métropolitaine, les effectifs salariés hors agriculture et particuliers employeurs ont également augmenté au 2e trimestre 2015 (+ 0,2 % après 0,0 %), moins fortement toutefois qu'en Paca. Les secteurs du commerce et des services marchands hors intérim ont progressé pratiquement au même rythme qu'au trimestre précédent (+ 0,2 % chacun). Les effectifs dans la construction et l'industrie ont continué à diminuer (respectivement – 0,9 % et – 0,3 %). Comme en Paca, c'est la forte progression du nombre de salariés intérimaires (+ 3,6 %, soit 19 000 postes) qui explique en grande partie l'augmentation des effectifs salariés au niveau national.

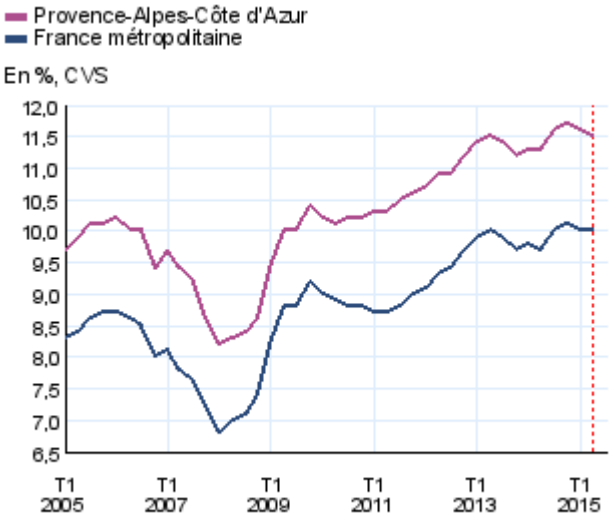
Le taux de chômage recule légèrement

Le taux de chômage localisé a de nouveau baissé en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 2e trimestre 2015. Il s'établit désormais à 11,5 % de la population active *(figure 4)*. Sur un an, il a toutefois augmenté de 0,2 point.

Au sein de la région, le taux de chômage a baissé dans les Alpes-de-Haute-Provence (11,7 %). Il est resté quasiment stable dans les Hautes-Alpes (9,3 %), dans les Alpes-Maritimes (10,7 %), dans les Bouches-du-Rhône (11,9 %), dans le Var (11,3 %) et dans le Vaucluse (12,8 %).

En juin 2015, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi (cat. A, B et C) sur un an s'est accentuée par rapport au trimestre précédent. Elle s'établit à + 8,1 % contre + 7,3 % le trimestre précédent. Cette nouvelle accélération s'explique par une forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (cat. B et C), qui s'établit à + 15,9 %. Leur nombre a quasiment doublé en 6 mois, passant de 9 900 fin décembre 2014 à 19 500 fin juin 2015. À l'inverse, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (cat. A) a ralenti (+ 4,9 % après + 5,7 %). Au total, fin juin 2015, Paca a enregistré 464 563 demandeurs d'emploi, soit 34 700 de plus qu'il y a un an.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.
Source : Insee, taux de chômage localisé (région), et au sens du BIT (France)

Pour la première fois depuis 3 ans, la hausse de la demande d'emploi des femmes a dépassé celle des hommes (respectivement + 8,1 % et + 8,0 % sur un an). La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans a encore accéléré (+ 4,7 % contre + 3,6 %). Celle des personnes de plus de 50 ans a continué à fortement augmenter (+ 11,8 % sur un an). Enfin, la croissance du nombre des demandeurs de longue durée s'est de nouveau accélérée (+ 12,1 %, après + 10,9 %).

Les derniers résultats disponibles semblent indiquer une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emplois pour la région comme pour le national.

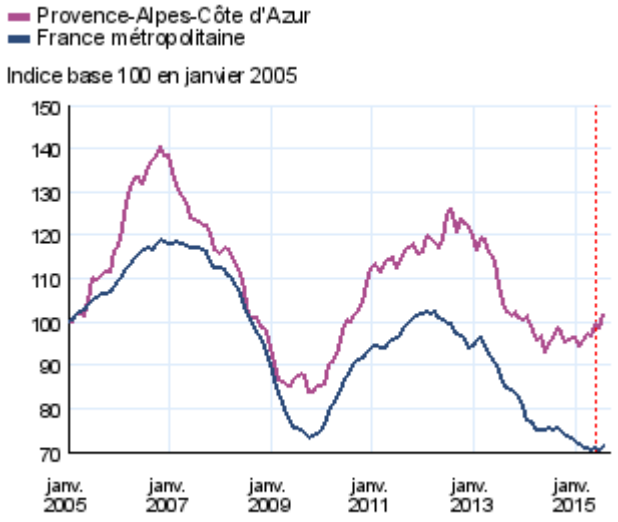
En France métropolitaine, avec 2,9 millions de chômeurs, le taux de chômage au sens du BIT s'est maintenu à 10,0 % de la population active au 2e trimestre 2015. Sur un an, il a augmenté de 0,3 point. Le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés par pôle Emploi a continué de progresser sur un an (+ 7,1 % fin juin, contre + 6,7 % fin mars). Comme en Paca et comme au trimestre précédent, la progression du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a ralenti, tandis que celle des catégories B et C s'est accentuée.

Selon les prévisions, les créations d'emploi suffiraient pour compenser au 2nd semestre 2015 l'augmentation de la population active et le taux de chômage se stabiliserait.

Les permis de construire et les mises en vente de logements augmentent

Le nombre de logements autorisés à la construction en Provence-Alpes-Côte d'Azur a atteint 33 700 fin juin 2015. Il a augmenté de 2,4 % par rapport au trimestre précédent, après avoir diminué les deux derniers trimestres (– 0,9 % en mars et – 2,9 % en décembre) *(figure 5)*. En comparaison, les permis de construire délivrés au niveau national ont peu évolué (+ 0,2 %). Sur un an, le nombre de logements autorisés a augmenté de + 4,3 % en Paca, alors qu'il a diminué de – 6,1 % en France métropolitaine.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois.
Source : SoeS, Sit@del2

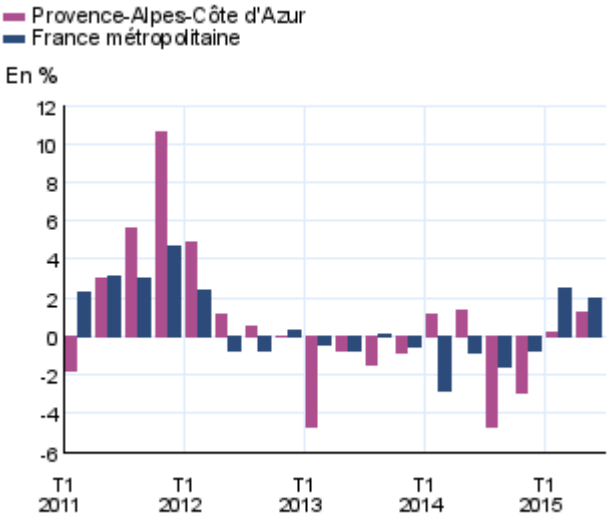
Le nombre de logements mis en chantier ont fortement diminué en Paca ce trimestre, après une accalmie le trimestre dernier (– 7,5 % sur un an, contre – 0,3 % en mars). Depuis juillet 2014, la construction de 29 400 logements a commencé dans la région. Entre juillet 2013 et juin 2014, il y en avait eu 33 700. En France métropolitaine, les mises en chantier ont baissé moins fortement qu'en Paca (– 1,8 % par rapport au trimestre précédent).

Le nombre de logements mis à la vente a fortement augmenté en Paca, passant de 2 768 logements au 1er trimestre à 4 173 logements au 2e trimestre (soit + 50,8 %). Cette progression concerne les logements individuels (+ 37,6 %) comme les collectifs (+ 51,5 %). Le nombre de logements vendus a également augmenté, mais moins fortement (+ 17,9 % soit 3 513 logements). Par conséquent, l'encours de logements prêts à être vendus augmente de 7,5 % ce trimestre (11 691 logements, contre 10 874 au 1er trimestre 2015). Le délai d'écoulement des appartements continue de diminuer et atteint 11 mois au 2e trimestre, soit deux mois de moins qu'un an auparavant.

Fréquentation hôtelière toujours en hausse

Après un 1er trimestre en légère hausse (+ 0,2 %), le nombre de nuitées dans les hôtels de Provence-Alpes-Côte d'Azur a de nouveau augmenté au 2e trimestre 2015 (+ 1,2 % sur un an, soit 75 500 nuitées supplémentaires) *(figure 6)*. Cette hausse reste mesurée par rapport aux autres régions touristiques. La fréquentation hôtelière a en effet fortement progressé en Rhône-Alpes (+ 7,8 %), en Aquitaine (+ 6,2 %) et en Bretagne (+ 4,9 %). La hausse a été moins marquée en Languedoc-Roussillon (+ 2,6 %) et en Corse (+ 1,4 %). Seule la fréquentation hôtelière de l'Île-de-France (33 % de l'ensemble des nuitées) est restée quasiment stable par rapport à l'année dernière (– 0,1 %). Au total, en France métropolitaine, le nombre de nuitées hôtelières a de nouveau augmenté au 2e trimestre 2015 (+ 1,9 % sur un an, après + 2,4 %).

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données trimestrielles brutes. Évolution du nombre de nuitées du trimestre de l'année n par rapport au trimestre de l'année n-1. Suite au changement de classification début 2014, les données 2011 à 2013 ont été rétropolées.
Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE

En Paca, la progression de la fréquentation hôtelière s'explique par la hausse de la clientèle étrangère (+ 2,1 % après + 0,1 % le trimestre dernier) et, dans une moindre mesure, de la clientèle française (+ 0,5 % après + 0,2 %).

La clientèle européenne (y compris la Turquie) a continué à progresser ce trimestre (+ 1,2 %, soit 23 150 nuitées supplémentaires). Cette progression s'explique uniquement par la venue de touristes de la zone euro (+ 2,6 %). Les clientèles italiennes (+ 7,6 %, soit 21 500 nuitées supplémentaires), belges (+ 10,4 %, soit 13 845 nuitées supplémentaires) et hollandaises (+ 20 %, soit 13 180 nuitées supplémentaires) ont été nettement plus présentes. À l'inverse, les Allemands, qui représentent 16 % de la clientèle étrangère, se sont moins déplacés dans notre région (– 4,7 %, soit 15 000 nuitées en moins).

Comme au trimestre précédent, les touristes européens hors zone euro ont été moins nombreux que l'année dernière (– 0,4 %). La forte hausse de la clientèle suisse (+ 13,2 %, soit 23 700 nuitées en plus) n'a pas compensé la baisse importante de la clientèle venue d'Europe de l'Est (– 24,2 % soit 36 140 nuitées en moins).

La clientèle lointaine (hors Europe) a augmenté de 4,1 %, après une chute de 2 % au 1er trimestre. Ce sont principalement les touristes en provenance des États-Unis (+ 14,2 %, soit 41 405 nuitées) et de Chine (+ 64 %, soit 33 582 nuitées) qui contribuent le plus à cette hausse et contiennent la toujours très forte baisse des clients venus de Russie (– 36,8 %, soit 40 667 nuitées en moins) et du Japon (– 25,5 %, soit 14 465 nuitées en moins). Avec 10 600 nuitées supplémentaires sur un an, la fréquentation de la clientèle en provenance des pays du Maghreb a doublé au 2e trimestre 2015.

Pour l'été 2015, les premières données disponibles pour les mois de juillet et août confirmeraient la hausse du nombre de nuitées dans les hôtels de la région. Cette hausse s'accentuerait encore par rapport au 2e trimestre, toujours portée par une forte augmentation de la clientèle étrangère venue principalement de Chine et des États-Unis.

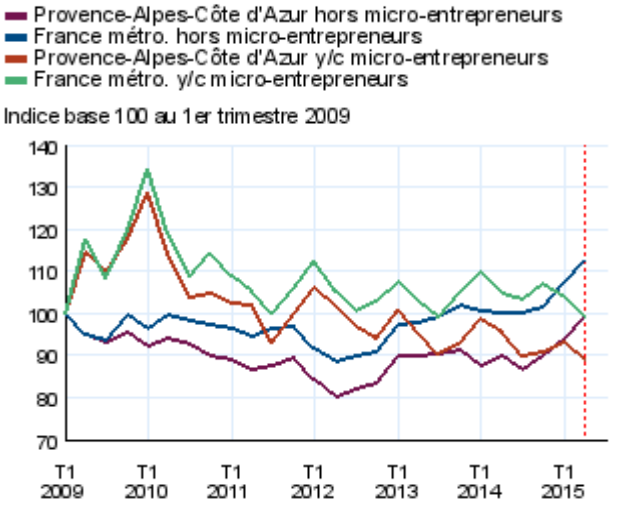
Baisse des créations d'entreprises et hausse des défaillances

Au 2e trimestre 2015, la baisse du nombre d'entreprises créées en Paca s'est confirmée (– 6,9 % sur un an après – 6 % au 1er trimestre) *(figure 7)*. Cela représente 13 719 créations d'entreprises, soit 1 000 de moins que l'année dernière. Cette diminution en Paca comme en France métropolitaine (– 5,3 % sur un an), s'explique par un fort recul des créations de micro-entreprises (– 22 % sur un an au niveau régional comme national). À l'inverse, les créations d'entreprises hors micro-entreprises ont augmenté (+ 10 % en Paca et + 12,5 % en France métropolitaine).

Parallèlement, le nombre de défaillances d'entreprises dans la région a augmenté de 3 % sur un an par rapport au 2e trimestre 2014 pour atteindre 6 580 redressements ou liquidations judiciaires. En France métropolitaine, les défaillances ont augmenté moins fortement qu'en Paca (+ 0,7 %).

Dans la région, comme au trimestre précédent, c'est dans le secteur de l'hébergement-restauration que le nombre de défaillances a été le plus élevé (+ 18,7 % après + 18,9 %. Les secteurs de la construction et du soutien aux entreprises ont également enregistré une forte hausse de défaillances (respectivement + 7,4 % et + 8,1 %). À l'inverse, dans les secteurs de l'industrie (– 8,1 %) et du commerce-réparation automobile (– 2,1 %), le nombre de défaillances a de nouveau diminué. ■

7 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime de micro-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements – Sirene))

Contexte national - En France, la demande reste bien orientée, mais l'activité progresse par à-coups

En France, l'activité a calé au deuxième trimestre (0,0 % après + 0,7 %), du fait notamment du décrochage de la production industrielle qui s'est poursuivi jusqu'au début de l'été. Au second semestre, la consommation des ménages retrouverait une croissance en phase avec les gains de pouvoir d'achat, lequel accélèrerait nettement sur l'ensemble de l'année (+ 1,7 %). Leur investissement en logement continuerait cependant de peser sur l'activité. Après une hausse au premier semestre, l'investissement des entreprises accélèrerait modérément au second semestre, avec la hausse de leurs marges et un accès au crédit facilité par les mesures de politiques monétaires. Au total, au-delà des à-coups trimestriels, l'activité progresserait au second semestre (+ 0,2 % puis + 0,4 %) à un rythme comparable à celui du premier semestre. En moyenne annuelle, la croissance serait de + 1,1 %, après + 0,2 % en 2014. L'accélération de l'activité et les politiques d'allégement du coût du travail stimuleraient l'emploi, qui serait rehaussé de 120 000 postes en 2015. En conséquence, le taux de chômage se stabiliserait, à 10,3 % de la population active fin 2015.

Contexte international - Le climat conjoncturel est favorable dans les économies avancées mais se dégrade encore dans les pays émergents

Au deuxième trimestre 2015, la croissance des pays avancés est restée robuste. Elle a été particulièrement vive aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans les pays émergents, l'activité a continué de ralentir, notamment en Chine. Le commerce entre pays asiatiques a pesé sur les échanges mondiaux, qui se sont de nouveau contractés. Dans la zone euro, en revanche, la reprise continue de se diffuser progressivement : le redémarrage de l'emploi et la baisse du prix du pétrole portent la consommation des ménages, tandis que la dépréciation de l'euro depuis mi-2014 stimule les exportations. L'activité resterait très dynamique en Espagne, grâce aussi à la vigueur de l'investissement privé. Elle accélèrerait modérément en Allemagne, et plus modestement encore en Italie, dont le PIB a renoué avec la croissance début 2015. Dans les pays anglo-saxons, l'activité resterait soutenue par la vigueur de la consommation. Au total en 2015, la croissance des économies avancées resterait solide. Dans les pays émergents, l'activité continuerait de tourner au ralenti, et leurs importations reculeraient en moyenne annuelle, pour la première fois depuis 2009.

Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur
17 rue Menpenti
CS 70004
13395 Marseille Cedex 10

Directeur de la publication :
Patrick Redor

Rédacteur en chef :
Claire Joutard

ISSN : 2417-1638 (en ligne)
© Insee 2015

Pour en savoir plus :

- Point de conjoncture nationale d'octobre 2015 « La demande reste bien orientée, l'activité progresse par à-coup »

  www.insee.fr/fr ***rubrique*** Thèmes/conjoncture/analyse de la conjoncture

Insee
Mesurer pour comprendre